

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Trois-villes-declarent-faillite-en-un-mois-en-Californie>

# Trois villes déclarent faillite en un mois en Californie

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : vendredi 13 juillet 2012

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Si vous pensez que ça brasse au conseil municipal de Mascouche, fallait aller à celui de [San Bernardino](#)**, en Californie, hier soir. Cette ville de 209 000 habitants, située à 96 kilomètres à l'est de Los Angeles, vient de déclarer faillite. Les autorités n'ont plus un sou pour payer les salaires des employés municipaux.

Évidemment, les citoyens de [San Bernardino](#) sont furieux. Plusieurs se sentent bernés, ils affirment ne rien avoir vu venir. Pourtant, certains signes n'auguraient rien de bon. San Bernardino avait arraché des concessions de 10 M\$ à ses employés et réduit son effectif de 20% depuis quatre ans.

San Bernardino n'est pas la première ville à procéder à des coupures. Comment des citoyens peuvent-ils évaluer la gravité de la situation ? On peut étendre ce raisonnement à toute forme d'organisation : un État, une région, une entreprise. Jusqu'à quel point la direction doit-elle dire toute la vérité sur une situation de crise ? Faut-il limiter les informations qui circulent pour contrôler la panique et l'effet domino qui en résulte ?

Et si les dirigeants d'une organisation en crise disent toute la vérité, les croira-t-on ? À mon avis, c'est là que se situe le noeud du problème. La crise de légitimité que traversent tous les dirigeants - politiques et corporatifs - depuis la crise mine les efforts de redressement. Les employés comme les citoyens doutent de tout ce qu'on leur raconte. Du coup, il est très difficile d'obtenir leur collaboration. Dans ces circonstances, redresser une organisation en crise devient quasi-impossible.

Derrière la colère de citoyens de San Bernardino se dissimule une grande inquiétude. Que leur réserve l'avenir ? En profitant du Chapitre 9 ( depuis son adoption par le Congrès, en 1937, 640 municipalités ont déclaré faillite), les autorités de San Bernardino se donnent un peu d'air pour respirer et tenir les créanciers à distance. Pendant ce temps, on ouvrira tous les contrats et on retournera toutes les pierres pour trouver de l'argent.

**San Bernardino est la troisième ville californienne à déclarer faillite depuis un mois.**

- **Le 28 juin, la ville de « Stockton », 300 000 habitants, démarre le bal. Pourquoi ?** Ses ambitieux projets immobiliers ont mal tourné. Marina, hôtel de luxe, promenade, etc. Stockton, une ville agricole, a tenté de se réinventer en attirant les résidents de San Francisco à la recherche d'un peu de paix. Puis, la crise immobilière a frappé. Stockton affiche l'un des taux de reprise de maisons (*foreclosures*) le plus élevé au pays. Elle incarne la spirale dans laquelle nos voisins du sud ont été entraînés depuis 2008.
- **Le 3 juillet, ce fut au tour de « Mammoth Lakes ».** Pourquoi ? Stockton est incapable de régler l'amende de 43M\$ que la Cour lui a imposée pour bris de contrat avec le promoteur immobilier Mammoth Lakes Land Acquisition. Cette amende équivaut à trois fois le budget de la ville. Le litige est lié à un projet hôtelier attendant à l'aéroport qui la ville a annulé en cours de mandat.

Depuis 2008, sept municipalités/régions (dont quatre en Californie) ont déclaré [faillite](#) :

- **Jefferson County** (Alabama) suite à hausse taux d'intérêt
- **Harrisburg** ( Pennsylvanie) suite au recours à de produits de financement risqués
- **Vallejo** (Californie) suite à baisse de revenus résultant de crise immobilière
- **Central Falls** (Rhode Island) suite au sous-financement de son régime de retraite
- **Stockton** (Californie),

## Trois villes déclarent faillite en un mois en Californie

---

- **Mammoth Lakes** (Californie) et
- **San Bernardino** (Californie).

Lire ma chronique précédente sur le nouvelle loi usaméricaine permettant aux entreprises de réduire leur contribution au [régime de retraite](#) de leurs employés.

[Les Affaires](#). Québec, le 11 juillet 2012